

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 96 - Septembre 2026

Sommaire

Focus | Élections présidentielles 2026 : que proposent Lula et Bolsonaro sur les enjeux climatiques et environnementaux ?

Amazonie & Biomes

- COP17 Désertification : le Brésil s'engage à restaurer 16,3 millions d'hectares d'ici 2030 (soit 30% de la France métropolitaine).

Energie & Mines

- Promulgation de la loi établissant la Politique Nationale des Minerais Critiques et Stratégiques.

Environnement & Climat

- Un nombre record d'entreprises publient leurs inventaires d'émissions carbone au Brésil.
- Dans le Rio Grande do Sul, le Président Lula annonce des investissements contre les inondations.
- El Niño : le gouvernement brésilien anticipe des risques socioéconomiques et renforce sa résilience pour un total de plus de 2 Md EUR.

Infrastructures & Transports

- Selon la Confédération Nationale de l'Industrie, le Brésil devrait doubler ses investissements dans les infrastructures, à hauteur de 550 Md BRL par an (4,6% du PIB).
- Les fusions et acquisitions dans les infrastructures ont baissé de 38 % au premier semestre (-12% en volume financier).
- L'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANTT) lance un appel d'offres pour la route agricole centrale Rondônia - Mato Grosso pour un montant estimé d'1 Md EUR.

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Élections présidentielles 2026 : que proposent Lula et Bolsonaro sur les enjeux climatiques et environnementaux ?

Les élections présidentielles au Brésil voient s'affronter **deux favoris** : le **Président sortant Luiz Inácio Lula Da Silva**, et le **sénateur Flávio Bolsonaro**, fils de l'ex-président de 2018 à 2022. Selon une enquête Ipsos¹, **85% des brésiliens considèrent que le changement climatique les impacte**. Néanmoins, le climat occupe une place secondaire dans la campagne électorale, qui reste dominée par des sujets économiques (coût de la vie, niveau de la dette et marge budgétaire, prix de l'énergie, perspectives du secteur agricole et de l'industrie), mais aussi sociaux, sécuritaires et par des affaires de corruption.

Lula et Bolsonaro présentent tous deux un agenda environnemental dans leurs programmes, qui s'appuie sur l'exploitation des ressources naturelles, la baisse de la déforestation, le développement des énergies renouvelables, l'usage « durable » des ressources naturelles et la bioéconomie, ainsi que la mise en œuvre d'instruments tels que le **marché du carbone** et les paiements pour services environnementaux. Cependant, les candidats se distinguent surtout sur l'**ambition climatique**, et la place du Brésil dans les **engagements internationaux** sur le climat. De même, Lula souhaite un **protagonisme de l'État** plus important, tandis que Bolsonaro revendique la **réduction des normes** et du nombre d'organismes.

Deux niveaux d'ambition climatique nettement différents

Selon l'Observatoire du Climat² le programme de Lula accorde la place la plus importante au climat. Il reprend l'**objectif brésilien au plan international de réduction de 59 à 67 % des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2035** par rapport à 2005³, ainsi que la **neutralité climatique à l'horizon 2050**. Il prévoit la poursuite du **Plan Climat 2025-2035**, avec des politiques d'**atténuation et d'adaptation** dans 8 secteurs de l'économie, et la mobilisation de **financements** - notamment issus du pétrole - pour la transition énergétique. Il comporte une **dimension internationale importante**, à travers l'initiative brésilienne du financement de la préservation des forêts (**Tropical Forest Forever Facility, TFFF**) et un rôle renforcé du Brésil dans les négociations climatiques dans la suite de la COP30 de Belém. En revanche, le climat n'est pas central dans le programme de Bolsonaro (1 seule référence, 12 pour Lula). Il ne propose **pas d'engagements climatiques internationaux** et met davantage l'accent sur des instruments à **échelle nationale**, sans quantifier, planifier ni budgétiser la décarbonation de l'économie. Sur l'**adaptation**, il promet d'améliorer les systèmes de **prévention** face aux catastrophes climatiques (Défense Civile) et les **infrastructures** (barrages, bassins de rétention de crues, digues, canaux, ouvrages de drainage).

¹ Enquête « Climat et environnement dans la perception des brésiliens », réalisée par Ipsos auprès de 1800 brésiliens, publiée le 22 septembre 2026.

² « Analyse de l'Observatoire du climat sur les différents plans de gouvernement des présidentiables » réalisée sur la base de 28 indicateurs, publiée par l'Observatoire du Climat, réseau d'organisations de la société civile brésilien composé de 133 ONGs.

³ En accord avec la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) présentée lors de la COP30 en novembre 2025, en application des engagements pris par le Brésil lors de l'Accord de Paris.

Déforestation : des objectifs proches, avec deux méthodes distinctes

Les deux candidats visent la suppression de la **déforestation illégale**, mais seul Lula aborde la réduction du **déboisement légal** qui représente environ 30 à 40% du total de **déforestation au Brésil** (environ 14% de la déforestation en Amazonie, 49% dans le Cerrado (chiffres 2024). Lula, qui a **réduit de 50% la déforestation sur les 4 ans de son mandat**, vise le « **zéro** » **déforestation d'ici 2030**, tandis que Bolsonaro avance cette échéance à **2029**. Pour y parvenir, leurs programmes renforcent tous deux la lutte contre l'exploitation illégale des ressources et contre les incendies. Lula **privilégie la poursuite d'obligations environnementales** de contrôle, de prévention et restauration forestière. Bolsonaro **met l'accent sur des incitations économiques**, notamment l'extension des paiements pour services environnementaux aux producteurs agricoles (conservation de végétation native, restauration de terres dégradées), et sur une simplification des autorisations environnementales pour les projets économiques. La réalisation effective de ces objectifs se heurte à des défis financiers et réglementaires selon une partie de la communauté scientifique et les ONGs.

Une priorité identique de croissance économique par l'exploitation des ressources naturelles

Suivant les recommandations du secteur privé (Conseil entrepreneurial brésilien pour le développement durable CEBDS⁴), **Lula et Bolsonaro conditionnent la transition écologique à la croissance économique**, pour la transformer en **avantage compétitif**. Tous deux soutiennent ainsi la compétitivité de **l'agro-négoce** et l'exploitation **des ressources naturelles**. Lula considère la manne pétrolière comme indispensable pour financer la transition énergétique, et défend l'exploration d'hydrocarbures en cours dans le delta amazonien. De la même façon il soutient **l'extraction des minerais critiques**, qu'il souhaite strictement encadrée par l'État grâce à la nouvelle **Politique nationale pour les minéraux critiques et stratégiques** (PNMCE). Bolsonaro souhaite également accroître la production pétrolière, y compris par l'intermédiaire du **fracking**⁵, et amplifier la **participation de capitaux étrangers** dans les projets.

Par ailleurs, les deux candidats soutiennent le développement d'une **agriculture durable** dans leurs programmes, **sans transformer le modèle agro-exportateur**, ni son poids dans la déforestation (notamment du Cerrado). Lula présente des mesures plus précises que son concurrent en citant la **consolidation de programmes d'État en place, en faveur de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques**. Bolsonaro envisage de renforcer le **Cadastre Environnemental Rural (CAR)**⁶ afin d'accélérer la régularisation des titres de propriétés, au détriment de critères environnementaux et de prise en compte des populations autochtones. Il souhaite également accroître la **production de biomasse** (dans le cadre du plan agricole national⁷) pour la production de **biocarburants** pour l'aviation dès 2027.

Enfin, le phénomène « **Super El Niño** » pourrait déstabiliser certains secteurs économiques au dernier trimestre 2026, même si ces risques ont globalement été anticipés par l'agro-négoce (prévisions de récoltes record en 2026/27) comme le gouvernement fédéral (enveloppe d'environ 2 Md EUR). (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

⁴ Le CEBDS est un think-tank du secteur privé brésilien, réunissant 110 grandes entreprises. Il représente le Brésil au WBCSD (World Business Council for Sustainable Development).

⁵ La fracturation hydraulique ou fracking est une technique de forage profond qui permet d'extraire du gaz et du pétrole piégés dans des roches imperméables.

⁶ Le CAR est un registre électronique public, obligatoire et géoréférencé, institué à l'échelle nationale du Brésil dans le cadre du Code forestier brésilien (Lei n° 12.651/2012). Il recense les informations environnementales, géographiques et foncières déclarées relatives aux propriétés et possessions rurales.

⁷ Plan Safra, Programme annuel de politique agricole du gouvernement fédéral brésilien.

Amazonie et Biomes

COP17 Désertification : le Brésil s'engage à restaurer 16,3 millions d'hectares d'ici 2030 (soit 30% de la France métropolitaine)

Depuis 1997, le Brésil fait partie de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). En vertu du cadre 2018-2030, le Brésil a présenté lors de la COP17 en Mongolie en août dernier, son **objectif volontaire de neutralité de la dégradation des terres (NDT)⁸ en 2030, qui prévoit la restauration de 16,3 millions d'hectares de terres dégradées**. Cet objectif est issu de la Commission nationale de lutte contre la désertification, créée en 2024 et réunissant 19 ministères et des représentants des gouvernements des États, des villes, de la société civile et du secteur privé.

39 millions de brésiliens se trouvent en zone à risque de désertification, principalement dans les biomes du Cerrado et de la Caatinga. **28% du territoire est déjà considéré comme dégradé (l'équivalent de la superficie de l'Algérie)**, et 6% du territoire pourraient s'y ajouter. La dégradation des terres est donc un **défi environnemental et économique** au Brésil, notamment pour la production agroalimentaire. En affectant les écosystèmes, elle compromet la sécurité hydrique, diminue les surfaces cultivables et les récoltes. Cette dégradation est la conséquence conjointe du changement climatique (fortes chaleurs, sécheresses, inondations), de la déforestation, des incendies, et de l'usage intensif des terres.

L'objectif de neutralité de dégradation des terres (NDT) concerne **43% du territoire brésilien**, et s'appuie sur 3 axes : **i) récupérer ou restaurer** les terres dégradées, **ii) réduire la dégradation en cours**, **iii) conserver les terres**. Ce programme s'articule avec les **Plans climat 2025-2035 et d'action contre la désertification** (PAB Brasil publié en mars 2026). Les engagements 2030 du Brésil sont ambitieux : **restaurer 4 millions d'hectares** par la plantation de nouvelles forêts et de système agroforestiers, **préserver 69 millions d'hectares de surfaces agricoles**, récupérer 30 millions d'hectares de pâturages, restaurer 6 millions d'hectares de végétation native, et préserver 6,7 millions d'hectares de terres autochtones. (Articles [ici](#), [ici](#), et [ici](#)).

Energie & Mines

Promulgation de la loi établissant la Politique Nationale des Minerais Critiques et Stratégiques

Le 16 septembre, le président Lula a promulgué la loi créant la **Politique Nationale pour les Minéraux Critiques et Stratégiques (PNMCE)**. Le Brésil détient la **seconde plus grande réserve de terres rares**, estimées à environ **21 millions de tonnes, soit 23% des réserves mondiales**. Cette loi concerne tous les minerais critiques, notamment le **lithium (7^e réserves mondiales)**, le **nickel (3^e)**, le **niobium (1^{er} avec 95% des réserves mondiales)**, le **graphite (2^e)** et les terres rares.

Le texte prévoit l'octroi de **5 Mds BRL (850 M EUR) de crédits d'impôt** entre 2030 et 2034 pour le développement du secteur, la création d'un **Fonds de Garantie des investissements**

⁸ L'objectif de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), institué en 2017 lors de la COP13, est défini comme un état où « la quantité et la qualité des terres nécessaires pour assurer les services écosystémiques et la sécurité alimentaire restent stables ou augmentent » (CNULCD).

dans l'Activité Minérale (FGAM) de 2 Mds BRL (340 M EUR), ainsi que l'autorisation pour la BNDES (Banque nationale de développement économique et social) d'allouer une partie des ressources du Fundo Clima à des opérations de crédit destinées à encourager la transformation des minéraux critiques et stratégiques dans des projets visant l'atténuation du changement climatique.

Cette législation, élaborée dans un contexte de prise de contrôle d'entreprises étrangères sur des mines du territoire national (notamment la société états-unienne USA Rare Earths a racheté récemment Serra Verde, la seule société opérant à l'échelle commerciale une mine de terres rares au Brésil), établit **un cadre réglementaire encadrant les investissements étrangers, et dotant le pouvoir exécutif d'un pouvoir de décision sur ces derniers**. Elle prévoit la création du Conseil National pour l'Industrialisation des Minerais Critiques et Stratégiques (CIMCE) qui, aux côtés de l'Agence Nationale des Mines (ANM), aura le pouvoir d'approuver les changements de contrôle des sociétés, la cession et le transfert de titres miniers, ainsi que les contrats, accords et partenariats internationaux portant sur les minerais critiques et stratégiques. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Environnement & Climat

Un nombre record d'entreprises publient leurs inventaires d'émissions carbone au Brésil

Le nombre d'entreprises brésiliennes publiant des données sur leurs émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du Programme brésilien GHG Protocol (PBGHG) a atteint un niveau record. **Au moins 749 organisations (+7%) ont présenté leur inventaire d'émissions pour 2025**. Les données ont été publiées sur la plateforme publique des émissions (« Registro Público de Emissões »), gérée par la Fondation Getulio Vargas (FGV) depuis 2008.

Au total, **les émissions déclarées par ces entreprises représentent 1,18 Mds de tonnes de CO₂ équivalent (CO₂e) en prenant en compte toutes les émissions y compris indirectes (scope 3). Cela équivaut au volume d'émissions GES liées à la déforestation en 2022 au Brésil, selon le dernier inventaire national (SEEG⁹).**

Dans l'inventaire 2026, **le nombre d'acteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (62) augmente de 38%**, illustrant l'intérêt des acteurs à montrer un engagement climatique. Néanmoins, ils ne représentent que 0,8% des émissions du secteur agricole. A contrario, **dans l'industrie, notamment lourde (ciment, sidérurgie, aluminium, pétrochimie), 75% de la pollution générée est pris en compte par l'inventaire**. Par ailleurs, de nombreuses entreprises utilisent la méthodologie d'inventaire des émissions et se fixent des objectifs climatiques volontaires, sans les déclarer formellement. En mai 2026, la Commission des Valeurs Immobilières (CVM) a annulé sa résolution de 2023 obligeant les sociétés cotées en bourse à publier des rapports sur leurs objectifs climatiques à partir de 2027. Néanmoins, la **loi de création d'un marché carbone (SBCE) en 2024 prévoit l'élaboration obligatoire d'inventaires pour les entreprises dont les émissions dépassent 10 000 tonnes de CO₂e par an**. Sa mise en place est progressive d'ici à 2030.

Selon une étude de la FGV auprès de 512 organisations, **les entreprises brésiliennes font face à de nombreux obstacles pour réduire leurs émissions**, notamment financiers (50%

⁹ Le Système d'estimation des émissions de gaz à effet de serre (SEEG) de l'Observatoire du climat (ONG) est la principale plateforme de suivi des émissions au Brésil. Il publie annuellement des inventaires, avec des données par secteurs de l'économie. Les dernières données de 2022 estiment les émissions brutes du secteur du changement d'affectation des terres et de la foresterie (LULUCF) à 1,12 Md de tonnes de CO₂e. L'inventaire SIRENE du Ministère de la Sciences, des Technologies et de l'Innovation (MCTI) estime les émissions nettes de la déforestation à 805 M de tonnes de CO₂e car il prend en compte les absorptions.

des répondants), technologiques (40%), en particulier par la difficulté à substituer les énergies fossiles (32%). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Dans le Rio Grande do Sul, le Président Lula annonce des investissements contre les inondations

Début septembre, le **Président Lula** s'est rendu dans le Rio Grande do Sul, État ayant subi des inondations meurtrières en 2024. Il a annoncé investir **plus d'1,56 Md BRL (270 M EUR)** dans des projets d'infrastructures dans la région métropolitaine de Porto Alegre, visant à protéger les populations face en cas de nouvelles crues. A Eldorado do Sul, les travaux devraient commencer en 2027 et prévoient la construction de 8,6 kilomètres de structures pour freiner la montée des eaux des rivières Taquari et Caí, 4 stations de pompes, 4 réservoirs et un nouveau système de drainage.

En décembre 2024, le gouvernement fédéral avait déjà créé le **Fonds de soutien aux infrastructures pour la reconstruction et l'adaptation aux événements climatiques extrêmes (FIRECE)**, administré par la Caixa Econômica Federal et doté de **6,5 Md BRL (1,1 Md EUR)** à destination du Rio Grande do Sul.

Depuis 2024, le Rio Grande do Sul a reçu **89,6 Md BRL (15,3 Md EUR)** provenant du budget de l'Union et de financements divers, **27,9 Md BRL (4,7 Md EUR)** d'exonération d'intérêts sur l'encours de la dette de l'État, et **15,1 Md BRL (2,57 Md EUR)** du Fonds du Plan Rio Grande (Funrigs) selon la ministre de la Casa Civil, **Miriam Belchior**. Elle a précisé que **97 % des 497 communes de l'État ont bénéficié de fonds du Novo PAC** (Programme d'accélération de la croissance), et que le programme « Compra Assistida » a attribué près de **14 000 logements** à des familles ayant perdu leur maison.

Le Président Lula a souhaité que l'aide humanitaire et de secours, ainsi que le soutien financier déployés dans l'État et auprès des villes deviennent un modèle national pour les catastrophes naturelles dans le pays. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

El Niño : le gouvernement brésilien anticipe des risques socioéconomiques et renforce sa résilience pour un total de plus de 2 Md EUR

En anticipation des conséquences du « Super El Niño » sur les prochains mois, le gouvernement fédéral a présenté un **plan doté d'un budget d'1,335 Md BRL (230 M EUR)** qui s'ajoute à celui de 270 M EUR pour le Rio Grande do Sul. Ce plan prévoit des stocks alimentaires d'urgence, un suivi hydrologique renforcé pour anticiper les crues et sécheresses, ainsi que des mesures de prévention et de lutte contre les incendies de forêt. **Le Ministère de la santé a également annoncé débloquer 9,8 Md BRL (1,7 Md EUR) d'ici à 2035** pour renforcer son système d'assistance aux personnes affectées par les catastrophes climatiques, et accélérer le **plan d'adaptation au changement climatique¹⁰**.

Selon le ministre de l'Intégration et du Développement régional Waldez Góes, **le gouvernement redoute des répercussions économiques comme lors du précédent épisode en 2024. Au Nord, la sécheresse pourrait menacer l'approvisionnement électrique et la navigation fluviale, en Amazonie la baisse du niveau des fleuves près de Manaus pourrait faire augmenter de 147 % le coût du transport par conteneur, selon une étude de l'association brésilienne des armateurs de cabotage (Abac). Au Sud et au Centre-Ouest, les**

¹⁰ Dans le cadre du Plan Climat 2023-2035, le gouvernement a présenté en juillet 2026 son plan sectoriel d'adaptation du système de santé public (SUS) aux impacts du changement climatique, intitulé AdaptaSUS et constitué de 37 objectifs et 93 actions.

pluies torrentielles seront un sujet de préoccupation, notamment dans le Rio Grande do Sul, qui représente 12,7 % de la production nationale de grains et 5,9 % du PIB national. Selon une analyse de la Fondation Getulio Vargas (FGV), les incertitudes liées à El Niño créent des légères tensions sur les prix agricoles dès ce mois de septembre même si les prévisions de récoltes sont estimées record sur la période 2026/27. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Infrastructures & Transport

Selon la Confédération Nationale de l'Industrie, le Brésil devrait doubler ses investissements dans les infrastructures, à hauteur de 550 Md BRL par an (4,6% du PIB)

Dans le contexte de campagne électorale, la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) a présenté le 16 septembre une étude sur le « **Financement des investissements dans les infrastructures au Brésil** ». Selon cette étude, le pays souffre d'un **déficit historique d'investissements dans le secteur** en comparaison aux standards internationaux. Et la faible qualité des réseaux d'infrastructures (routes, ports, énergie, assainissement, télécommunications) a des répercussions directes sur les coûts de production, le niveau de compétitivité et la capacité à attirer des investissements.

Afin de pallier ce manque structurel, **le rapport appelle à doubler les investissements dans le secteur, pour passer de 2,27% à 4,65% du Produit intérieur brut, soit l'équivalent de 550 Md BRL par an (94 Md EUR), durant au moins les 20 prochaines années.** La CNI demande une stratégie nationale pour garantir stabilité réglementaire, responsabilité fiscale et juridique pour favoriser des projets de long terme au-delà des mandats présidentiels. Elle considère que le **financement public reste fondamental** et rappelle la transformation du financement du secteur : **le secteur privé est devenu la part prépondérante dans le financement des infrastructures (70,5% en 2024, contre 29% entre 2010 et 2014).** Désormais, **la participation privée domine tous les secteurs (télécommunications 91%, énergie électrique 82%, assainissement 65%) à l'exception des transports (36%).**

L'étude propose un nouveau régime de financement qui repose sur la stabilité macroéconomique et budgétaire : i) **le renforcement du marché des capitaux** (titres de dettes et obligations à taux préférentiel) ; ii) **l'augmentation de la participation des banques publiques¹¹ dans l'élaboration de modèles de concessions et de PPP**, ainsi que celle d'investisseurs institutionnels (fonds de pension, assurances) ; iii) **l'expansion du crédit privé par les banques commerciales** ; iv) le développement de structures de financement de projets à trésorerie propre (« project finance »). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Les fusions et acquisitions dans les infrastructures ont baissé de 38 % au premier semestre (-12% en volume financier)

Selon KPMG, les fusions-acquisitions dans le secteur brésilien des infrastructures ont reculé de 38 % au premier semestre 2026 (23 transactions contre 37 en 2025) pour un volume financier de 8,1 Md BRL (1,37 Md EUR), en baisse de 12%. Ce ralentissement s'explique par le retard de l'agenda des concessions autoroutières, avec seulement 3 enchères réalisées sur un objectif annuel révisé de 13 à 9. À l'inverse, les actifs portuaires, aéroportuaires et logistiques ont soutenu le marché. Parmi les opérations majeures figurent l'acquisition de CLI (Corridor Logistique et Infrastructures) par Abu Dhabi Ports pour environ 2,5 Md BRL

¹¹ Notamment la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES) et la Caixa Econômica Federal.

(422 M EUR), et la cession de 45 % de Ciclus Amazônia (groupe Simpar) à Sustentare Saneamento (121 M BRL, soit 20,4 M EUR).

En janvier 2026, les fusions-acquisitions tous secteurs confondus avaient atteint leur niveau le plus faible depuis 2018, notamment à cause des taux d'intérêts élevés et des tarifs douaniers états-uniens qui avaient freiné les investisseurs. Néanmoins, les secteurs des **infrastructures énergétiques**, en particulier du pétrole et du gaz étaient visés comme moteurs de l'activité grâce à la prévisibilité de leur trésorerie. (Articles [ici](#) et [ici](#)).

L'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANTT) lance un appel d'offres pour la route agricole centrale Rondônia - Mato Grosso pour un montant estimé d'1 Md EUR

L'ANTT a approuvé l'avis d'appel d'offres pour la concession de 888 km des autoroutes BR-070 et BR-174 dans le Mato Grosso, et BR-364 entre Cuiabá (Mato Grosso) et Vilhena (Roraima), qui sera lancé le 17 décembre à la Bourse de São Paulo.

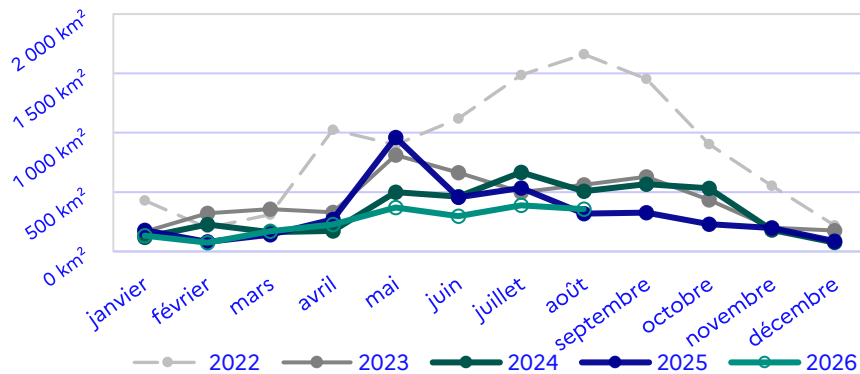
L'appel d'offres prévoit 6,13 Md BRL (**1,04 Md EUR**) d'investissement en travaux d'extension et de modernisation des autoroutes avec péages électroniques. **Outre les investissements initiaux**, la concession prévoit également 4,3 Md BRL (**730 M EUR**) pour couvrir les coûts d'exploitation et d'entretien continu. Le contrat d'une durée de **30 ans** prévoit des recettes tarifaires totales de 23,4 Md BRL (**4 Md EUR**).

Ce projet vise à créer un **corridor de transport au Centre-Ouest du Brésil** appelé « **Route agricole centrale** », stratégique pour améliorer la capacité et la fiabilité de l'acheminement des marchandises entre zones agricoles et infrastructures logistiques. Les études validées par l'ANTT tiennent par ailleurs compte de la **future expansion du réseau ferroviaire régional**, notamment les projets FICO, Ferrogrão, Rumo Malha Norte et Ferrovia Norte-Sul. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 25 septembre

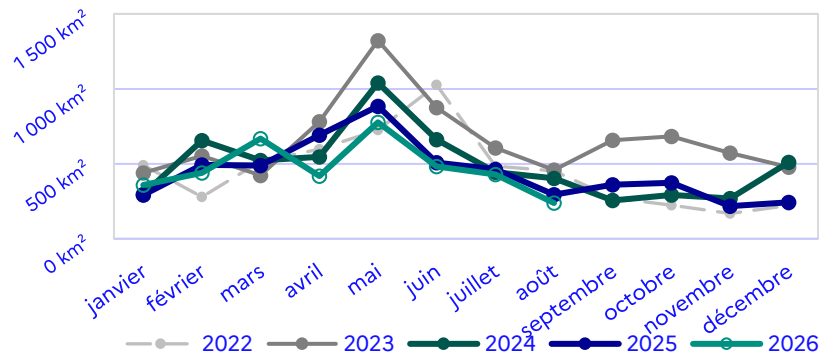
2 347 km²

-28% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 25 septembre

4034 km²

-7% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Alexandre LAURENT, Hugo FERNANDES, Thiago CARVALHO.

Abonnez-vous : hugo.fernandes@dgtresor.gouv.fr